

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St-Étienne

St-Étienne, le 15/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INDUSTEEL FRANCE

USINE DE CHATEAUNEUF
BP 368
42800 Châteauneuf

Références : UID4243_EAR_025_302
Code AIOT : 0006103381

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement INDUSTRIEL FRANCE implanté USINE DE CHATEAUNEUF 118 rue des Etaings 42800 Châteauneuf. L'inspection a été annoncée le 28/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suites d'arrêtés préfectoraux de mise en demeure et de consignation ; autres suites d'inspection précédentes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INDUSTRIEL FRANCE
- USINE DE CHATEAUNEUF 118 rue des Etaings 42800 Châteauneuf
- Code AIOT : 0006103381
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Châteauneuf existe depuis le XIX^{ème} siècle ; il est spécialisé dans la production d'aciers spéciaux, tôles lourdes et hyper-lourdes, essentiellement pour les secteurs du pétrole, du gaz, de la pétrochimie et l'injection plastique.

La production actuelle est d'environ 15 à 20 coulées par semaine pour un maximum autorisé d'environ 30 coulées (125 000 tonnes d'acier liquide).

Le site emploie 270 salariés.

Il est situé dans le périmètre du plan de protection de l'atmosphère (PPA) de l'agglomération de Saint-Étienne (actuel PPA3 SELF).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mises en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Air – émissions Diffuses	AP de Mise en Demeure du 08/06/2021, article 1er – alinéa 1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Rejets en eau – substances dangereuses	AP de Mise en Demeure du 08/06/2021, article 1er – alinéa 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Directive IED / Rapport de base	AP de Mise en Demeure du 30/10/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Couverture du crassier - récolement	AP Complémentaire du 29/07/2021, article 3.3.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Couverture crassier – réseau piézométrique	AP Complémentaire du 29/07/2021, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Étude de dangers	AP Complémentaire du 29/07/2021, article 3.8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Réserves souples en eau brute	Code de l'environnement du 04/09/2025, article L. 181-14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Décarbonation	Code de l'environnement du 04/09/2025, article L. 181-14	Sans objet
9	Protection des réseaux d'eau	Arrêté Ministériel du 10/09/2021, article 5	Sans objet
10	Incendie du 15 mai 2025	Code de l'environnement du 04/09/2025, article R.512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En suite de mises en demeure, les points de contrôle 2 à 4 (évaluations des émissions diffuses, RSDE et rapport de base) font l'objet de demandes sous 1 mois afin de pouvoir procéder à leurs levées et à une déconsignation de somme. Ces levées sont nécessaires à l'attribution d'une subvention de l'ADEME pour la réalisation d'un projet de remplacement des équipements de flammage par du meulage.

Les points de contrôle 5 à 8 renouvellent des demandes dans des délais de 1 à 3 mois tirées de la précédente inspection (couverture du crassier - récolement ; mise à jour de l'étude de dangers ; PAC relatif aux réserves souples en eau brute).

Il est demandé par ailleurs à l'exploitant :

- de finaliser la mise en œuvre de son plan d'action en suite de l'incendie du 15.05.2025 ;
- d'examiner la conformité de son site au regard de l'arrêté ministériel du 10.09.2021 en matière de protection des réseaux d'eau ;
- de transmettre le PAC traitant du projet de remplacement des équipements de flammage par du meulage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Décarbonation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/09/2025, article L. 181-14
Thème(s) : Situation administrative, Remplacement flammage par meulage
Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Inspection du 06/09/2024 (PC1 du rapport n°UID4243-EAR-024-328) demandant : "L'exploitant fournit préalablement un porter à connaissance permettant de qualifier les modifications apportées au site et de conclure sur les suites à donner."

Constats :

L'exploitant indique avoir réalisé des demandes de devis afin de produire le porter à connaissance (PAC) du projet de remplacement des équipements de flammage par du meulage. À ce jour, il n'a pas reçu d'offre pour produire le document et prévoit de relancer les bureaux d'études consultés.

Par ailleurs, suite à dépôt de dossier au titre de la décarbonation (dispositif «*Décarb Ind*» dédié aux projets industriels qui permettent une réduction d'émissions de gaz à effet de serre supérieure à 1 000 tCO₂eq par an), il précise que le projet a été validé par l'ADEME.

Le versement de la subvention est actuellement conditionné à la levée des différentes mises en demeure pesant sur le site (cf. points de contrôle suivants).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournit sous 1 mois un porter à connaissance permettant de qualifier les modifications apportées au site et de conclure sur les suites à donner.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Air – émissions Diffuses

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/06/2021, article Art. 1er – alinéa 1

Thème(s) : Risques chroniques, APc n°319/DDPP/10 du 11/05/2010 ; Article 9.2.1.1

Prescription contrôlée :

Réaliser une évaluation des émissions diffuses sur l'ensemble du site pour les mêmes paramètres que ceux surveillés en sortie du conduit n°2 mentionné à l'article 9.2.1.1 « auto-surveillance des rejets atmosphériques » de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 11 mai 2010 modifié. Les résultats de cette évaluation seront transmis au plus tard le 31 décembre 2021.

Pour rappel, l'AP complémentaire du 11/05/2010 prescrit par son article 9.2.1.1 :

Les émissions diffuses représentant une part notable des flux émis, ces émissions sont évaluées sur l'ensemble du site périodiquement au moins une fois tous les trois ans pour les mêmes paramètres que ceux surveillés en sortie de conduit n°2.

Une évaluation des émissions diffuses de l'établissement devra être réalisée avant le 30 septembre 2010.

Paramètres	Fréquence de contrôle
	<u>Conduit n°2</u>
Débit	annuelle
Poussières totales	annuelle
Pm10	annuelle
Pm2.5	annuelle
SO ₂	-
NOx (éq.NO ₂)	-
CO	-
HAP	-
COV-NM (éq.C)	-
PCDD/F	-
Cd et ses composés	annuelle
Hg et ses composés	annuelle
TI et ses composés	annuelle
Cd + Hg + TI	annuelle
As +Se + Te	annuelle
Pb et ses composés	annuelle
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn	annuelle

Inspection du 06/09/2024 (PC4 du rapport n°UID4243-EAR-024-328) demandant : "À réception sous 1 mois de l'étude révisée et des documents complémentaires attendus, l'inspection procédera, d'une part, à son examen pour validation et, d'autre part, à la préparation d'un arrêté préfectoral complémentaire mettant à jour le suivi environnemental du site."

Constats :

L'exploitant n'a pas transmis de version révisée de son document "estimation des rejets diffus de poussières au niveau de l'aciérie - site Industeel de Rie de Gier" de juillet 2024 (Antea Group ; 4 pages). Il rappelle la difficulté de son bureau d'étude à réaliser cette estimation.

Le constat de la précédente inspection sur ce document demeure, à savoir : "*Il présente des insuffisances, convenues avec l'exploitant, concernant notamment: la structuration générale afin de*

rendre compte d'un raisonnement méthodique et complet (format "Matériel-Méthode|Résultat|Discussion") ; mise à disposition d'annexes sur les données sources utilisées ; évaluation des flux de UCH1 bis ; révision du raisonnement conclusif proposé".

Il est rappelé en outre que les paramètres surveillés en sortie du conduit n°2, mentionnés à l'article 9.2.1.1 visé par le présent point de contrôle, ne comprennent pas que * le paramètre poussières et que l'évaluation attendue sur ces paramètres implique le site dans son ensemble et non la seule aciérie.

** poussières totales, PM10, PM2,5, Cd et ses composés, Hg et ses composés, Tl et ses composés, Cd+Hg+Tl, As+Se+Te, Pb et ses composés, Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn*

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La version du document de juillet 2024, ne répondant pas aux attendus de la prescription du présent point de contrôle, la levée de la mise en demeure sur ce point ne peut être réalisée.

Il est demandé sous 1 mois de "*réaliser une évaluation des émissions diffuses sur l'ensemble du site pour les mêmes paramètres que ceux surveillés en sortie du conduit n°2 mentionné à l'article 9.2.1.1 « auto-surveillance des rejets atmosphériques » de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 11 mai 2010 modifié*".

L'inspection se tient à disposition de l'exploitant pour échanger sur une version provisoire du document révisé demandé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Rejets en eau – substances dangereuses

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/06/2021, article Art. 1er – alinéa 3
Thème(s) : Risques chroniques, APMD n°253/DDPP/2021 suivi d'une consignation (AP n°331/DDPP/23 ; 31/08/23)
Prescription contrôlée : ARTICLE 1er : La Société INDUSTRIEL FRANCE est mise en demeure, pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Châteauneuf, 118 rue des Etaings, de : [...] <ul style="list-style-type: none"> - respecter les prescriptions des articles 6, 7, 8 et 10 de l'arrêté de prescriptions complémentaires 'n°206/DDPP/2019 du 5 juin 2019 portant surveillance pérenne des rejets aqueux et plan d'action au plus tard au 31 décembre 2021. Pour l'article 10, l'exploitant se positionnera également vis-à-vis des substances mentionnées d'une part à l'article 33-16 « production ou transformation de métaux » de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et d'autre part dans l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. <u>Articles 6 à 8 et 10 de l'arrêté préfectoral de l'arrêté de prescriptions complémentaires n°206/DDPP2019 du 5 juin 2019 :</u> ARTICLE 6 : ÉTUDES DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS AQUEUSES CHARGÉES EN NICKEL L'exploitant doit transmettre sous douze mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, une étude technico-économique afin de diminuer les rejets en nickel (1386) et un échéancier de réalisation lui permettant d'atteindre une réduction maximale des flux émis. ARTICLE 7: MISES EN ŒUVRE DES ACTIONS AFIN DE RÉDUIRE LES ÉMISSIONS AQUEUSES CHARGÉES EN ZINC Au vu des coûts « acceptables », l'inspection souhaite que l'exploitant mette en place les premières modifications envisagées (substitution du produit MF335, ajout d'une régularisation pH dans la station et réduction de l'entraînement du circuit four), afin que les flux de zinc (1383) émis dans les eaux industrielles puissent rapidement baisser. Elle précise à l'exploitant que l'objectif à atteindre est une réduction maximale des flux émis dans les eaux industrielles du site. L'inspection souhaite que l'exploitant finalise ces premières actions mais également finalise son ETE pour les autres actions qu'il envisage (optimisation de la gestion de l'eau à l'atelier de trempe et optimisation de la gestion des purges du circuit de refroidissement du dégazeur RH). S'agissant des différentes solutions permettant de diminuer les rejets en zinc (1383), l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - substitution du produit MF335 : pour fin juin 2019 résultats des tests et sa décision avec un échéancier pour la mise en œuvre, - ajout d'une régularisation pH dans la station : pour fin juin 2019 résultats des essais et sa décision avec un échéancier pour la mise en œuvre, - réduction de l'entraînement du circuit four : pour fin juin 2019 résultats de l'étude et sa décision avec un échéancier pour la mise en œuvre, - optimisation de la gestion de l'eau à l'atelier de trempe : pour fin décembre 2019 résultats de l'ETE et sa décision avec un échéancier pour la mise en œuvre, - engager une réflexion sur la gestion des purges du circuit RH afin de limiter l'impact sur le milieu lors des vidanges ponctuelles : pour fin décembre 2019 résultats de l'étude et sa décision avec un

échancier pour la mise en œuvre.

Si une étude devait ne pas être concluante, l'exploitant n'a aucun échancier à transmettre.

ARTICLE 8: MISES EN ŒUVRE DES ACTIONS AFIN DE RÉDUIRE LES ÉMISSIONS AQUEUSES CHARGÉES EN **CUIVRE**

Au vu des coûts « acceptables », l'inspection souhaite que l'exploitant mette en place les premières modifications envisagées (ajout d'une régularisation pH dans la station et réduction de l'entraînement du circuit four), afin que les flux de cuivre (1392) émis dans les eaux industrielles puissent rapidement baisser.

Elle précise à l'exploitant que l'objectif à atteindre est une réduction maximale des flux émis dans les eaux industrielles du site. L'inspection souhaite que l'exploitant finalise ces premières actions mais également finalise son ETE pour les autres actions qu'il envisage (optimisation de la gestion de l'eau à l'atelier de trempe et optimisation de la gestion des purges du circuit de refroidissement du dégazeur RH).

S'agissant des différentes solutions permettant de diminuer les rejets en cuivre (1392), l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments suivants :

- ajout d'une régularisation pH dans la station : pour fin juin 2019 résultats des essais et sa décision avec un échancier pour la mise en œuvre,
- réduction de l'entraînement du circuit four : pour fin juin 2019 résultats de l'étude et sa décision avec un échancier pour la mise en œuvre,
- optimisation de la gestion de l'eau à l'atelier de trempe : pour fin décembre 2019 résultats de l'ETE et sa décision avec un échancier pour la mise en œuvre,
- réduction de l'entraînement du circuit four : pour fin décembre 2019 résultats de l'étude et sa décision avec un échancier pour la mise en œuvre.
- engager une réflexion sur la gestion des purges du circuit RH afin de limiter l'impact sur le milieu lors des vidanges ponctuelles : pour fin décembre 2019 résultats de l'étude et sa décision avec un échancier pour la mise en œuvre.

ARTICLE 10 : MISE À JOUR DES PARAMÈTRES A SURVEILLER DANS LE CADRE DE L'AUTO-SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS AQUEUSES

L'arrêté ministériel du 24 août 2017 ayant introduit des modifications dans les valeurs limites d'émission des rejets aqueux, dans les fréquences de surveillance de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et dans les paramètres susceptibles d'être rejetés à analyser, l'exploitant doit se positionner par rapport à certaines des dispositions introduites par l'arrêté ministériel pré-cité en remplissant le tableau (Cf. voir Annexe ci-joint) afin de pouvoir mettre à jour les modalités de surveillance des rejets aqueux à mettre en œuvre sur le site.

L'inspection demande donc à l'exploitant de lui transmettre sous trois mois ce tableau complété en reprenant l'ensemble des substances mentionnées à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, sauf à justifier l'absence de la substance dans ses rejets (bibliographie, étude sur les matières premières et le procédé, campagnes de mesures ...). Il devra tenir compte des données de surveillance disponibles, des dispositions de l'arrêté préfectoral actuel, de la sensibilité du milieu récepteur et des dispositions reprises dans la convention de déversement du site.

Inspection du 06/09/2024 (PC5 du rapport n°UID4243-EAR-024-328) demandant :

Les constats établis au cours de la visite ne permettent pas de lever la consignation de somme et de restituer les sommes à l'exploitant. Toutefois, considérant les actions engagées, il n'est pas proposé à monsieur le préfet de la Loire de déclencher la procédure de travaux d'office. L'inspection précise en outre qu'il est attendu de l'exploitant :

- un envoi de l'ETE sous 1 mois ;*
- un positionnement des suites de l'ETE (choix des mesures et leur suffisance ; calendrier détaillé de mise en œuvre) ;*
- un positionnement sur la mise à jour des paramètres à surveiller dans le cadre de l'autosurveillance des émissions aqueuses.*

Constats :

L'exploitant a fourni le 03.09.2025 une version mettant à jour celle initialement transmise le 28.02.2025 relative à une "étude technico-économique de réduction du **zinc** et du **cuivre** dans les rejets aqueux" (GINGER BURGEAP ; réf : CV_CE1300012/1078585-02QPA/AR0Z du 04/08/2025).

Par ailleurs, en l'absence de document retrouvé après recherche par l'exploitant et son conseil sur la production pourtant tracée d'une étude technico-économique afin de diminuer les rejets en **nickel**, l'exploitant indique avoir procédé à une nouvelle commande de prestation. Le document attendu par l'inspection est pressenti sous 1 mois.

Enfin, le positionnement sur la mise à jour des paramètres à surveiller dans le cadre de l'auto-surveillance des émissions aqueuses a été transmis à l'inspection le 19.03.2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La mise en demeure ne peut être levée en l'absence de transmission de l'ETE relative au paramètre nickel. Il est demandé de transmettre cette ETE sous 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Directive IED / Rapport de base

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/10/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Délai de remise d'un rapport de base

Prescription contrôlée :

Le délai fixé à l'article 1^{er} de l'arrêté n°252/DDPP/2021 susvisé pour la remise d'un rapport de base est prorogé jusqu'au 31 décembre 2024. Les devis produits seront fournis à l'inspection dès leur réception.

Inspection du 06/09/2024 (PC8 du rapport n°UID4243-EAR-024-328) demandant :
Considérant les constats effectués (la conclusion sur l'exemption n'étant pas encore connue à la date de l'inspection et des devis étant finalement prévus pour la production d'un rapport de base complet), l'inspection propose à monsieur le préfet de la Loire de ne pas engager les suites prévues par l'article L 171-8 du code de l'environnement pour non-respect d'un arrêté préfectoral de mise en demeure et d'accorder un délai supplémentaire jusqu'au 31 décembre 2024 en regard de l'échéance initialement fixée au 31 décembre 2021 dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 juin 2021.
Les devis produits seront fournis à l'inspection dès leur réception.

Constats :

Un rapport révisé de non assujettissement a été reçu par l'exploitant au 02.09.2025. Ce document est en cours de relecture avant transmission à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet sous 1 mois son rapport révisé de non assujettissement. A l'occasion de l'instruction de cette version révisée, un rapport de l'inspection se positionnera sur le caractère inadapté ou non de la présente prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Couverture du crassier - récolement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/07/2021, article 3.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux pour couverture du crassier
Prescription contrôlée : [...] Le pétitionnaire doit fournir à l'inspection des installations classées, un plan de récolement des réseaux humides et du bassin de rétention au plus tard un mois après l'achèvement des travaux. <hr/> <i>Inspection du 06/09/2024 (PC9 du rapport n°UID4243-EAR-024-328) demandant : Dans l'attente du document de récolement des réseaux humides et du bassin de rétention, l'inspection rappelle que l'ensemble des pièces seront regroupées (notamment intervention complémentaire sur filtre à sable ; réception des soudures ; plan des sols et sous-sols ; pentes ; ouvrages de visite ; linéaires sur plans ; plans de coupe des massifs etc.) et introduites dans un mémoire.C'est cet ensemble qui vaudra plan de récolement.</i>
Constats : L'exploitant indique disposer de deux documents permettant de répondre aux attendus de la phase de récolement, tel que demandé dans le point de contrôle 9 du rapport n°UID4243-EAR-024-328. Il précise qu'un des deux documents (rapport GINGER Burgeap du 26.08.2024) était disponible, mais non connu de son service chargé de l'HQSE. Leur envoi à l'inspection sera prochainement réalisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Reprenant la demande du point de contrôle 9 du rapport n°UID4243-EAR-024-328, l'inspection attend sous 1 mois : <ul style="list-style-type: none"> - le document de récolement des réseaux humides et du bassin de rétention, - l'ensemble des pièces regroupées (notamment intervention complémentaire sur filtre à sable ; réception des soudures ; plan des sols et sous-sols ; pentes ; ouvrages de visite ; linéaires sur plans ; plans de coupe des massifs etc.). Cet ensemble vaudra plan de récolement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/07/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau piézométrique / surveillances des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Surveillance des eaux souterraines et superficielles. Les articles 2.1-conception du réseau de surveillance, 2-2-prélèvement et échantillonnage des eaux, 2.3-nature et fréquence d'analyse, 2.4-Échéance de mise en œuvre et 2.5-Durée de la surveillance, de l'arrêté préfectoral de prescription complémentaire n° 2009/0295 du 05 novembre 2009 sont remplacés par les prescriptions suivantes : [...] ----- <i>Inspection du 06/09/2024 (PC10 du rapport n°UID4243-EAR-024-328) demandant : En tant que prérequis au suivi de l'article 4., les trois demandes sont donc maintenues (carte, liste et planning/bilan de surveillance initiée). Par ailleurs, en vue de la prochaine inspection, l'exploitant prépare les éléments justifiant de la conformité aux articles 4.1 et 4.2.</i>
Constats : L'exploitant indique : <ul style="list-style-type: none">- que la carte, la liste et le planning/bilan de surveillance (sur base de l'arrêté préfectoral de 2009) sont disponibles. Leur transmission sera prochainement réalisée ;- la déclaration des ouvrages dans la BSS n'est pas encore réalisée en raison de difficultés à finaliser cette opération (démarche en ligne) ;- que le cadre GIDAF de déclaration n'est pas adapté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection réitère sa demande tirée du point de contrôle n°10 du rapport n°UID4243-EAR-024-328, telle que : <i>"En tant que prérequis au suivi de l'article 4., les trois demandes sont donc maintenues (carte, liste et planning/bilan de surveillance initiée). Par ailleurs, en vue de la prochaine inspection, l'exploitant prépare les éléments justifiant de la conformité aux articles 4.1 et 4.2".</i> Cette demande est complétée par la mise à disposition de l'inspection des éléments permettant la mise à jour du cadre de déclaration dans GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Étude de dangers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/07/2021, article 3.8
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour de l'étude de dangers
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant produira dans un délai de 12 mois à compter de la date de signature du présent arrêté une étude de danger pour l'ensemble du site, complétée selon les demandes du rapport de l'inspection des installations classées référencé 20200129-UIDLHL_EAR_018_036_RAP du 29 janvier 2020 et sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- étude du risque inondation vis-à-vis de l'unité photovoltaïque,- étude des risques particuliers éventuels liés aux bâtiments modulaires construits le long de la piste,- production d'un plan à une échelle lisible, des différentes installations (panneaux photovoltaïques, circulation, réseaux d'eau pluviales, bassin de rétention, réseau électrique spécifiques, bâtiments techniques...) incluant le poste de transformation 220 KVA,- étude de la tenue du bassin de rétention et des conséquences d'un glissement de terrain si ce phénomène est possible, ainsi que la protection du poste de transformation 220 kVA dans une telle occurrence.- précision de la nature des matériaux support des panneaux photovoltaïques. Une modélisation des effets sera utilement produite. <p>_____ <i>Inspection du 06/09/2024 (PC11 du rapport n°UID4243-EAR-024-328) demandant :</i> <i>Les éléments de la prescription contrôlée n'étant pas mis à disposition, il est attendu sous trois mois leur production. À cette échéance, en l'absence de transmission, l'inspection proposera un arrêté préfectoral de mise en demeure à monsieur le préfet de la Loire.</i></p>
Constats : <p>L'exploitant n'a pas procédé à la réalisation prescrite d'une étude de danger pour l'ensemble du site.</p> <p>L'inspection rappelle alors le constat de la précédente inspection, tel que : " L'exploitant indique qu'une étude de danger du 04/01/2021 a été adressée à l'inspection le 12/06/2021 au regard du projet d'imperméabilisation du crassier. L'inspection note que cette EDD est antérieure à l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/07/2021 prescrivant sa mise à jour. Notamment, la localisation du poste de transformation étant différente de l'implantation prévisionnelle, cette mise à jour est nécessaire. L'inspection rappelle aussi la nécessité d'intégrer à cette révision du corps documentaire des études de danger du site la prise en compte du nouveau réservoir de 30 m³ d'oxygène et de toute autre modification rendue utile au regard des évolutions opérées depuis l'étude de danger de 2018."</p> <p>L'exploitant précise produire prochainement un document produit en interne dans un premier temps prenant en compte le nouveau réservoir de 30 m³ d'oxygène.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection rappelle la nécessité d'apporter une réponse pour chacun des 5 alinéas de la prescription du présent point de contrôle. Les éléments de la prescription contrôlée n'étant pas mis à disposition, il est attendu sous trois mois leur transmission à l'inspection.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Réserves souples en eau brute

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/09/2025, article L. 181-14
Thème(s) : Risques chroniques, Eau de process et eau d'extinction incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-31. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p> <p>_____</p> <p><i>Inspection du 06/09/2024 (PC13 du rapport n°UID4243-EAR-024-328) demandant :</i> <i>Ainsi, il est attendu la production d'un porter à connaissance au préfet sur les usages, les risques complémentaires générés par les nouveaux équipements de stockage en eau brute du Gier et les mesures prévues pour y remédier. Ce porter à connaissance devra comprendre la mise à jour à l'échelle du site des moyens à disposition pour la lutte contre l'incendie.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir réalisé le porter à connaissance demandé en suite de la précédente inspection traitant des usages complémentaires des eaux stockées dans les bâches souples mises en place en 2023.</p> <p>L'inspection rappelle alors son précédent constat (cf. PC13 du rapport n°UID4243-EAR-024-328) tel que :</p> <p><i>"Suite à leur mise en place en 2023, il est indiqué que les bâches souples déclarées initialement utilisées en tant que réserve pour le process sont possiblement mobilisées aussi dans le cadre de la lutte contre l'incendie.</i></p> <p><i>Par ailleurs, les AMR traitées dans un point de contrôle précédent indiquent q' "INDUSTEEL a installé sur son parking des réserves d'eau (d'une capacité de 400 m3) en bâches plastiques qui seraient alimentées par de l'eau du Gier (exclusivement en période de crue suite à des orages). Cette eau ne ferait pas l'objet de chloration préalable au stockage en bâche. Compte tenu de l'absence de chloration avant stockage, une prolifération en légionelle peut s'exercer dans les bâches et ensemençer dans le circuit d'eau d'appoint une flore bactérienne (dont légionelle) qui ne serait pas abattue par le pré-traitement de l'eau d'appoint (javellisation asservie au volume d'eau d'appoint) compte tenu que le dosage de javel en fonction du volume d'eau d'appoint n'est pas asservie à une consigne d'oxydant libre mais déterminer mensuellement par SUEZ lors d'analyse terrain. Aussi la présente AMR préconise :</i></p>

- *soit la mise en place d'un asservissement de la javellisation initiale à une consigne d'oxydant libre (0.2 ppm),*
- *soit la mise en place d'une chloration de l'eau du Gier avant remplissage des bâches."*

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection renouvelle sa demande (cf. PC13 du rapport n°UID4243-EAR-024-328), à savoir : "*il est attendu la production d'un porter à connaissance au préfet sur les usages, les risques complémentaires générés par les nouveaux équipements de stockage en eau brute du Gier et les mesures prévues pour y remédier. Ce porter à connaissance devra comprendre la mise à jour à l'échelle du site des moyens à disposition pour la lutte contre l'incendie*".

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Protection des réseaux d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2021, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Retours d'eau

Prescription contrôlée :

Le dispositif de protection est mis en œuvre *a minima* :

- à chaque piquage sur un réseau d'eau destinée à un usage alimentaire ou sanitaire (RT1a, RT1b, RT1c ou RT1d) d'un réseau d'eau destinée à un autre usage (RT1e, RT2, RT3, RT4 ou RT5) ; - à chaque piquage sur un réseau correspondant aux parties collectives des réseaux d'eau froide et chaude sanitaire (RT1a ou RT1c) d'un réseau correspondant aux parties privatives des réseaux d'eau froide et chaude sanitaire (RT1b ou RT1d).

- Le dispositif de protection est installé au plus près du piquage et dans tous les cas à une distance inférieure à 3 mètres

.III. - Les dispositifs de protection mis en œuvre protègent efficacement le réseau d'adduction et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine en cas de retour d'eau au niveau des piquages. Un avis du ministre chargé de la santé publié au Journal officiel de la République française définit, en fonction de la catégorie de fluide susceptible d'entrer en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine, une liste des dispositifs de protection réputés satisfaire la condition précitée.

Par ailleurs,

L'article 16 de l'arrêté du 2 février 1998 est ainsi rédigé : « L'arrêté d'autorisation fixe, en tant que de besoin, les dispositions à prendre pour la réalisation et l'entretien des ouvrages de prélèvement. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion ».

Article R 1321-57 du code de la santé publique

« Les réseaux intérieurs mentionnés au 3° de l'article R. 1321-43 ne peuvent pas, sauf dérogation du préfet, être alimentés par une eau issue d'une ressource qui n'a pas été autorisée en application de l'article L. 1321-7. Ils ne doivent pas pouvoir, du fait des conditions de leur utilisation, notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du réseau auquel ils sont raccordés ou engendrer une contamination de l'eau distribuée dans les installations privées de distribution »

Article R 1321-61 du code de la santé publique « Les dispositifs de protection et de traitement mentionnés aux articles R. 1321-53 et R. 1321-57 équipant les installations collectives de distribution doivent être vérifiés et entretenus »

Constats :

Un signalement est parvenu à l'inspection le 19.08.2025 concernant une possible contamination par la bactérie *Campylobacter* du réseau de distribution d'eau potable du site. L'exploitant a fourni :

- le 21.08.2025, la preuve d'entretien annuel de l'appareil de disconnexion de type BA situé au point de livraison du site (rapport APAVE n° 134603976-001-1 d'intervention du 06/12/2024) et les mesures préventives appliquées à compter du 04.08.2025 (levée au jour de l'inspection) ;
- le 29.08.2025, les résultats des prélèvements en 7 points concluant à une quantification inférieure à la limite de détection de la méthode utilisée, soit 10 UFC/L de bactérie *Campylobacter*.

L'inspection :

- a accusé réception le 29.08.2025 de ces informations au titre du code de l'environnement, toute autre suite éventuelle relevant du code de travail ;
- a adressé un rappel réglementaire à cette même date de l'arrêté ministériel du 10.09.2021 relatif à la protection des réseaux d'adduction et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine contre les pollutions par retours d'eau (cf. les deux avis référencés comprenant mention de la norme EN 1717).

L'exploitant indique ne pas disposer d'analyse de conformité de son site au regard de cette réglementation récente, étant rappelées :

- ses conditions d'application (cf. art.2 "*réseaux de distribution d'eau [] mis en place ou rénovés totalement à compter du 1er janvier 2023 et [] raccordés de façon permanente ou temporaire aux réseaux de distribution d'eau destinée à la consommation humaine*")
- sa date de mise en application au 1er janvier 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède à l'examen pour son site des conditions d'application de cet arrêté ministériel du 10.09.2021 afin, le cas échéant, d'élaborer à un rapport de bilan de conformité et des suites éventuelles à donner.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/09/2025, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Suites et dématérialisation
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <hr/> <p><i>Complété à compter du 01/01/2026 (cf. Décret n° 2025-804 du 11 août 2025 ; article 5) par :</i></p> <p>"La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité".</p>
Constats : <p>Concernant l'événement du 15 mai 2025 relatif à un incendie , un arbre des causes a été réalisé le 05/06 et transmis à l'inspection en suite du signalement initial du 16 mai 2025.</p> <p>Il conclut à un ensemble de 12 actions à mettre en œuvre selon un calendrier défini.</p> <p>Son passage en revue permet de confirmer la bonne réalisation de 7 actions dont la réparation de la toiture (surface métallique maintenant plutôt que le bois précédemment). Les 5 actions suivantes restent à conduire ou à finaliser :</p> <ul style="list-style-type: none">- n°7 ("Organiser une formation à la gestion de crise pour les responsables des POI") ;- n°10 ("étudier la possibilité d'un appel tripartite : poste de garde, témoin, pompiers") ;- n°9 ("Estimer la quantité d'eau utilisée par les pompiers") ; en attente de retour du SDIS") ;- n°11 (étudier la possibilité d'installer une pompe à incendie"/surpresseur ; en suspens d'un bilan à réaliser sur les caractéristiques du réseau pour conclure en opportunité). <p>L'exploitant précise l'absence d'autre équipement à risque analogue dans le bâtiment (projection de matière incandescente) demandant la mise en place de mesures préventives.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant finalise la mise en œuvre de son plan d'actions et en réalise la mise à jour en tant que de besoin, avec transmission à l'inspection tel que prescrit par l'article L. 512-69 du présent point de contrôle.

A titre de veille réglementaire et d'information sur les changements de pratique associés, l'inspection précise que le Décret n° 2025-804 du 11.08.2025 modifie à compter du 01.01.2026 le code de l'environnement en ajoutant à ce même article un paragraphe relatif aux nouvelles modalités par télédéclaration (cf. extrait ci-dessus).

L'exploitant met alors à jour d'ici cette échéance les procédures internes pour intégrer la dématérialisation (sauf intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5 du code de l'environnement).

Type de suites proposées : Sans suite